

ATTESTATION

préparée conformément à l'article 14 de la
Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic

Destinataire : Le conseil d'administration du Réseau local d'intégration des services de santé du Nord-Est, exerçant ses activités sous le nom de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire du Nord-Est

Expéditrice : Cynthia Martineau, directrice générale, Services de soutien à domicile et en milieu communautaire du Nord-Est

**Objet : Déclaration de conformité trimestrielle
Rapport pour la période allant du 1^{er} juillet au 30 septembre 2022
(« période visée »)**

Au nom de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire du Nord-Est, je confirme ce qui suit :

- la rédaction et l'exactitude des rapports exigés de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire, dans l'article 5 de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic*, sur le recours aux experts-conseils;
- la conformité de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire à l'interdiction, dans l'article 4 de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic*, de retenir des services de lobbyiste au moyen de fonds publics;
- la conformité de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire à toutes ses obligations énoncées dans les directives applicables émises par le Conseil de gestion du gouvernement;
- la conformité de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire à ses obligations énoncées dans le protocole d'entente en vigueur qui a été établi avec le ministère de la Santé (« ministère »);
- la conformité de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire à ses obligations énoncées dans l'entente de responsabilisation MSSLD-RLISS en vigueur

au cours de la période visée.

En préparant cette attestation, j'ai exercé le soin et la diligence qu'on peut raisonnablement attendre d'une directrice générale en pareilles circonstances, notamment demander les

renseignements nécessaires auprès du personnel de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire en connaissance de cause.

Je certifie également que toute exception matérielle à cette attestation est documentée dans l'annexe A ci-jointe.

Signée à Brampton, Ontario, ce 19^e jour d'octobre 2022.

Copie originale signée par

Cynthia Martineau
Directrice générale
Services de soutien à domicile et en milieu communautaire du Nord-Est

Annexe A

Certificat de conformité de la directrice générale pour la période allant du 1^{er} juillet au 30 septembre 2022

1. PROTOCOLE D'ENTENTE

Voir ci-dessous

2. ENTENTE DE RESPONSABILISATION MSSLD-RLISS

Voir ci-dessous

3. RÉDACTION ET EXACTITUDE DES RAPPORTS EXIGÉS DANS L'ARTICLE 5 DE LA *LOI DE 2010 SUR LA RESPONSABILISATION DU SECTEUR PARAPUBLIC*

Aucune exception connue

4. INTERDICTION, DANS L'ARTICLE 4 DE LA *LOI DE 2010 SUR LA RESPONSABILISATION DU SECTEUR PARAPUBLIC*, D'AVOIR RECOURS À DES SERVICES DE LOBBYISTE AU MOYEN DE FONDS PUBLICS

Aucune exception connue

5. CONFORMITÉ AUX DIRECTIVES APPLICABLES ÉMISES PAR LE CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT

- a. Directives sur l'approvisionnement de la Fonction publique de l'Ontario
 - Voir ci-dessous
- b. Directive sur les frais de déplacement, de repas et d'accueil de la Fonction publique de l'Ontario
 - Aucune exception connue
- c. Directive sur les avantages accessoires de la Fonction publique de l'Ontario
 - Aucune exception connue

Note 1 – Healthcare Insurance Reciprocal of Canada (HIROC)

Il se peut que Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) du Nord-Est n'ait pas respecté l'article 28 de la *Loi sur l'administration financière*. Les ententes de souscripteur de HIROC des centres d'accès aux soins communautaires ont été transférées aux réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) en vertu d'un arrêté de transfert pris par la ministre de la Santé et des Soins de longue durée (« ministre »), conformément à l'article 34.2 de la version historique de la *Loi de 2006 sur l'intégration des systèmes de santé locaux*. Une assurance de réciprocité, de par sa nature et sa composition, soulève une question de conformité au sens de la *Loi sur l'administration financière* dans la mesure où l'ensemble des membres assument les risques. Comme il est noté ci-dessous, il y a incertitude quant à la conformité de cet arrangement pris avec HIROC. Ni l'arrêté de transfert pris par la ministre ni les lois applicables ne permettent de déterminer avec certitude si cette augmentation de la dette éventuelle de la Couronne est telle que SSDMC se trouve en situation de non-conformité à la *Loi sur l'administration financière* et à chaque protocole d'entente MSSLD-RLISS. De plus, SSDMC ne saurait confirmer si cette question a été abordée ou non dans les documents d'approbation du Conseil de gestion du gouvernement concernant la modification législative ayant permis d'effectuer le transfert.

SSDMC avait compris à l'époque, d'après le ministère, que le transfert de l'entente effectué conformément à l'arrêté pris par la ministre ne donnerait pas lieu à une situation de non-conformité. Toutefois, en décembre 2020, Santé Ontario a soumis une analyse de rentabilité au ministère pour lui demander de présenter le cas de SSDMC au Conseil du Trésor aux fins d'exemption. SSDMC attend toujours les résultats de cette récente démarche.

Note 2 – Directive de l'Ontario sur les données et les services numériques, 2021

La Directive de l'Ontario sur les données et les services numériques, 2021 exige que toutes les données créées, recueillies ou gérées par les ministères et les organismes provinciaux soient rendues publiques, sauf si elles font l'objet d'une exemption pour des motifs de protection des renseignements personnels, de confidentialité, de sécurité, d'application de la loi ou de secret commercial. Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) n'a aucun processus en place pour mettre en œuvre cette directive. En raison de difficultés sur le plan des ressources et d'autres priorités provinciales, les organismes de SSDMC n'ont pas analysé leurs données et n'ont pas appliqué les principes de la Charte internationale sur les données ouvertes en vue de la diffusion de données.

Aucun travail n'a été amorcé pour traiter cette exception en raison de difficultés sur le plan des ressources et d'autres priorités provinciales. Toutefois, SSDMC s'assure de répondre aux demandes de données du public en temps opportun.

Note 3 – Loi de 2006 sur les archives publiques et la conservation des documents

Conformément à un arrêté de transfert pris par le ministère en vertu de la version historique de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*, les dossiers du Centre d'accès aux soins communautaires ont été transférés à Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC). Ce transfert a entraîné la non-conformité à la *Loi de 2006 sur les archives publiques et la conservation des documents*, surtout en ce qui concerne l'alignement des séries de dossiers et les délais d'adoption.

SSDMC a soumis deux séries de dossiers sur les soins aux patients et une série de documents-sources connexe à l'archiviste de l'Ontario aux fins d'approbation. Les séries ont été approuvées. SSDMC s'emploie maintenant à les mettre en œuvre.

Note 4 – Expiration des contrats d'entretien ménager

Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) du Nord-Est a continué de renouveler mensuellement les contrats d'entretien ménager. Le personnel a noté la nécessité d'avoir un processus d'approvisionnement complet pour ces services. Toutefois, en raison de la pandémie et des activités de transition, il n'a pas été possible de lancer un appel de propositions pour de tels services. L'approvisionnement en services d'entretien ménager peut être un processus compliqué en raison des exigences de la *Loi de 2000 sur les normes relatives à l'emploi*, dans la mesure où les fournisseurs de services d'entretien ménager sont considérés comme des « fournisseurs de services de gestion d'immeubles ». Dans un tel cas, des dispositions législatives particulières s'appliquent (p. ex., concernant la cessation d'emploi et les indemnités de départ). Les organismes de SSDMC touchés devront tenir compte de cette loi dans leur plan d'approvisionnement.

Note 5 – Source unique d'approvisionnement

Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) du Nord-Est ne se conforme pas aux exigences en matière de source unique d'approvisionnement. Ce type d'approvisionnement exige la préparation d'analyses de rentabilité annuelles, qui doivent être approuvées, et des exemptions valides du processus d'approvisionnement concurrentiel.

La non-conformité concerne le système de rendement, d'apprentissage et de perfectionnement professionnel des ressources humaines. La licence du système est renouvelée automatiquement chaque année, à moins que le contrat ne prenne fin. La date de fin du contrat est passée. Le travail nécessaire au transfert du système des ressources humaines à la solution Santé Ontario a été interrompu, étant donné que le personnel de SSDMC n'a pas été transféré. L'utilisation éventuelle de la solution Santé Ontario par SSDMC doit faire l'objet d'une discussion plus approfondie avec Santé Ontario et le ministère. De plus, en raison de la transformation actuelle du système, il faut davantage de directives administratives afin de déterminer si SSDMC devrait se procurer un nouveau système ou examiner d'autres options.

SSDMC du Nord-Est a renouvelé ses licences de logiciels dans le cadre d'un processus de renouvellement annuel qui ne répond pas aux exigences d'un processus d'approvisionnement concurrentiel. Le logiciel Docushare, par exemple, sert à stocker des documents électroniques sur les patients, et il est intégré au système de renseignements concernant la santé des patients (CHRIS). Le logiciel a été acquis dans le cadre d'un processus concurrentiel, et le contrat a été renouvelé exceptionnellement par Santé Ontario, étant donné qu'il s'agit d'un système exclusif, intégré au système CHRIS.

Note 6 – Lois et politiques (Politique générale relative à la classification de la sensibilité de l'information, Politique générale de conservation des documents et Politique générale relative à la protection des renseignements personnels)

Le 5 juillet 2021, le directeur général de la protection de la vie privée et archiviste de l'Ontario, à titre de directeur général intérimaire de la sécurité de l'information, a publié une note de service confirmant que 1) la Politique générale relative à la classification de la sensibilité de l'information, 2) la Politique générale de conservation des documents et 3) la Politique générale relative à la protection des renseignements (collectivement appelées les « politiques ») s'appliquent à tous les organismes provinciaux. Les organismes de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) n'ont pas appliqué les politiques de façon uniforme et dans leur intégralité.

En raison du gel du recrutement et des réductions budgétaires de longue date, environ 70 employés de SSDMC ont été transférés à d'autres organismes de SSDMC pour assurer la continuité des activités de prestation de soins de santé. De plus, puisque les 14 organismes de SSDMC ont une seule directrice générale et un seul conseil d'administration, certains des documents administratifs produits visent l'ensemble des organismes, mais aucun processus structuré ou documenté n'existe pour faire en sorte que l'entité juridique appropriée gère ces documents. Il se peut donc que l'information ne soit pas protégée, classée, conservée et éliminée conformément aux politiques applicables.

Un comité de conservation des documents pour l'ensemble des 14 organismes de SSDMC a été formé afin d'améliorer la gestion des documents.

Note 7 – Sommes d'argent reçues d'une personne ou d'une entité autre que la Couronne du chef de l'Ontario

Conformément au paragraphe 6(4) de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*, Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) ne doit pas recevoir de sommes d'argent ou d'actifs d'une personne ou d'une entité autre que la Couronne du chef de l'Ontario sans l'approbation des ministres de la Santé et des Finances. Le 3 octobre 2017, SSDMC a obtenu l'approbation nécessaire pour recevoir des sommes d'argent provenant de sources désignées autres que la Couronne du chef de l'Ontario. L'organisme a relevé par la suite plusieurs situations où il a reçu des sommes d'argent de la part d'entités possiblement non visées par l'approbation d'octobre 2017. SSDMC collaborera avec le ministère afin d'obtenir ou de confirmer l'approbation des sommes d'argent reçues dans ces situations.

Note 8 – Ententes de responsabilisation MSSLD-RLISS – exigences pour un budget annuel équilibré

Tous les organismes de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) accusent des déficits relatifs aux budgets d'administration internes pour l'exercice financier 2022-2023 et devaient réduire de façon arbitraire des éléments budgétaires afin de soumettre un budget équilibré pour le plan d'activités annuel. SSDMC collaborera étroitement avec le ministère au cours de l'exercice pour établir des plans visant à équilibrer les budgets d'ici la fin de l'exercice. L'organisme a également soumis des demandes de financement supplémentaire. Sans financement supplémentaire, il sera difficile d'équilibrer les budgets d'administration et il faudra mettre en place des stratégies rigoureuses de limitation des dépenses.

Conformément aux exigences pour un budget annuel équilibré énoncées dans les ententes de responsabilisation MSSLD-RLISS, SSDMC doit prévoir et atteindre un budget d'exploitation annuel équilibré.

Note 9 – Expiration de l'entente bancaire

Les organismes de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (SSDMC) ont continué de respecter leurs ententes bancaires, qui ont pris fin le 30 avril 2022. L'entente avec la Banque Royale du Canada a été conclue en vertu d'une entente de fournisseur attiré qui a pris fin en janvier 2021, et aucune prolongation n'est possible. Conformément à la Directive intérimaire en matière d'approvisionnement, les services financiers constituent un service commun obligatoire fourni par le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs. Les employés de SSDMC travaillent en collaboration avec le ministère pour trouver un nouveau fournisseur attiré et ont récemment appris que le ministère ne fournira plus un service commun obligatoire pour les services financiers. On a demandé à SSDMC de mener de façon indépendante un processus d'approvisionnement. L'organisme collaborera avec Santé Ontario afin de lancer un appel de propositions pour les services bancaires.